



Profil de Moyens d'Existence Agriculteurs de la Zone Vallée du fleuve Sénégal Wilala de Gorgol et Brakna

Mars 2013¹

Contexte



Figure 1 : Localisation de la zone de la vallée du fleuve, wilaya de Gorgol, département central de Kaédi (D'après FEWSNET 2005)

Le présent profil d'analyse de l'économie des ménages communément appelé HEA commandité par le bureau Mauritanien de l'ONG international OXFAM Internoon vise à actualiser le profil réalisé par Save The Children dans la vallée du fleuve sénégal en 2009. L'objectif visé par cette actualisation est de permettre une meilleure compréhension des facteurs structurels qui affectent la vulnérabilité alimentaire des ménages dans cette zone de moyens d'existence. La finalité étant de (1) donner aux acteurs intervenant dans la zone des outils à même de leur faciliter l'identification de groupes plus homogènes pour leurs programmes de soutien aux moyens d'existence (Gorgol et Brakna), (2) définir pour chacun de ses sous groupes leur degré de vulnérabilité et leurs capacités de résilience, (3) et renforcer et multiplier les compétences nationales en approche HEA (staff Oxfam, partenaires, agents étatique (CSA), ONG actives dans la sécurité alimentaire, etc.). Ce exercice a été rendu possible grâce à l'appui financier de OXFAM internoon, de l'Agence Espagnol de Coopération International (AECID), de la Délégation de la Commission Européenne de la Mauritanie et de l'ONG Save The Children,

Le bassin du fleuve Sénégal couvre une superficie estimée à 289 000 km² dont plus de 75 500 km² (soit 26%) sur le

¹ Le travail de terrain de ce profil a eu lieu en février 2013. L'information présentée fait référence à l'année dite de référence octobre 2010 – septembre 2011, une année agricole relativement moyenne par les standards locaux. Sans changements rapides et fondamentaux dans l'économie, l'information dans ce profil restera valide pour environ 5 ans (jusqu'en 2018).

territoire mauritanien. La zone de la Vallée du fleuve des wilayas de Gorgol et du Brakna retenue pour la présente étude a une superficie de 13600 km² soit 1,3% du territoire national (Figure I ci-dessous). Sa population y est estimée à 281.503 habitants et regroupe plusieurs communautés dont les moyens d'existence reposent sur des systèmes sensiblement différents mais interdépendants. Il s'agit des Halpulars (majoritaires), des Soninkés et des maures. Ces communautés se partagent le même espace géographique depuis plusieurs décennies et pratiquent l'agriculture et l'élevage. La figure I ci-dessous présente la localisation de la zone de la Vallée du fleuve, objet de la présente étude.

Il faut noter que cette zone, est l'une des zones les plus arrosées de la Mauritanie avec en moyenne 500 mn par an et la présence du fleuve Sénégal permet l'irrigation. La cueillette pour leur consommation ou la vente (par exemple) est une activité pratiquée par certains ménages. Le commerce transfrontalier y représente aussi une activité génératrice de revenus relativement importante.

Il faut signaler que le Gorgol et le Brakna sont deux des wilaya les plus pauvres de la Mauritanie avec plus de 65% de sa population vivant sous le seuil de pauvreté et plus de 11,6% vivant sous le seuil d'extrême pauvreté selon EPCCV 2004.2. L'agriculture est une activité traditionnelle dans cette zone. Elle est très fortement dépendante de la pluviométrie et se pratique principalement dans les Diéri (terres dunaires), sur les terres de décrue (Walo, Falo) et en irrigué. Durant la saison des pluies (juin à septembre) on y cultive principalement des céréales locales (sorgho, petit mil et maïs), le niébé et la pastèque. Toutefois, ces cultures connaissent une régression importante en raison principalement des conditions agro écologiques défavorables et des ennemis des cultures. Le riz est cultivé dans les aménagements hydro agricoles (grands et petits périmètres villageois) mis en place par l'Etat. Cependant, cette production agricole n'arrive pas à couvrir totalement les besoins des ménages car plusieurs études font ressortir qu'une grande partie des aliments consommés dans les ménages ruraux proviennent des achats sur le marché. Le riz, le blé, le pain, l'huile et le sucre, principaux produits consommés, sont achetés sur le marché. Les différents flux de ravitaillement sont principalement le marché international par l'entremise de plusieurs importateurs relayés par une multitude de grossistes et détaillants pour la plupart des produits de consommation. Toutefois, pour les céréales locales (sorgho et petit mil) les achats se font principalement via le Sénégal et le Mali. Ces flux approvisionnent les marchés de Nouakchott, Kaédi, Sélibaby, Kiffa et Nema.

En plus de l'agriculture, l'élevage constitue une activité majeure malgré son caractère extensif. On y élève de nombreux petits et gros ruminants notamment chez les plus aisés ainsi que des animaux de trait (équins, ânes). L'importance du troupeau d'un ménage est un signe de richesse chez cette communauté d'agriculteurs, éleveurs d'origine.

L'étude des systèmes afférents aux moyens d'existence des populations semble montrer une évolution sensible des systèmes de culture, avec un abandon progressif de l'agriculture sur les sols dunaires en pluvial au profit du Walo et de l'irrigué. La part relative de l'agriculture (vivrière et de rente) tend à diminuer dans les systèmes appliqués par les agriculteurs de la vallée du fleuve depuis les trois (3) ou quatre (4) dernières décennies, alors qu'elle était autrefois importante. La majorité des ménages semblent investir davantage dans un système d'agriculture irriguée avec maîtrise d'eau et utilisation d'intrants agricoles modernes (engrais, pesticides) mis en place avec le soutien de l'Etat. Par contre, l'élevage reste toujours de type extensif et la migration constitue une source importante de ressources pour certains ménages.

L'analyse des moyens d'existence est basée sur la sélection d'un échantillon de villages représentatifs de la zone étudiée. Le choix des huit (8) villages étudiés ici a été fait auprès d'informateurs-clé de manière à ce qu'ils soient caractéristiques de la zone, afin d'avoir un aperçu global de la situation. La connaissance de la zone d'étude par l'équipe en charge de la réalisation de ce profil a été déterminante. Les villages étudiés sont tous situés dans la vallée du fleuve, à majorité composés d'agriculteurs et de tailles variées et répartis à proportion égale entre les 2 Wilayas (voir liste en annexe). L'analyse porte sur l'année de référence qui débute en octobre 2010 et se termine en septembre 2011.

Marchés

Le réseau d'échanges commerciaux dans la zone est constitué de centres d'approvisionnements ruraux et semi-ruraux situés le plus souvent dans les chefs-lieux des communes et tenus par des grossistes, des semi-grossistes et des détaillants. Ces centres sont fortement influencés par des marchés extérieurs à la zone notamment les marchés frontaliers avec le Sénégal. Il n'existe pas de marchés hebdomadaires à l'image de ce que l'on observe dans certains pays sahéliens limitrophes (Mali, Sénégal).

La vente et les achats des produits alimentaires et autres biens de consommation se fait généralement dans les grands

² Le seuil de pauvreté est fixé à 9494 637 Ouguiya (UM) et 70 401 UM pour l'extrême Pauvreté

bourgs (chefs-lieux de communes). Les ménages ruraux sont souvent obligés de parcourir de grandes distances pour y accéder en utilisant des véhicules, des charrettes, voire à pieds. Toutefois, il existe au niveau de chacun des villages étudiés une ou plusieurs boutiques de détaillants qui assurent l'approvisionnement quotidien des ménages en produits de première nécessité.

La majorité des transactions comprend des achats et ventes de céréales locales (sorgho, riz, maïs) et importées (riz et maïs) du bétail (caprins, ovins, bovins) ainsi que de plusieurs biens de consommation. La disponibilité des produits de base (riz, sorgho, maïs, huile, sucre, thé) ne pose pas de problème tout au long de l'année ; tout comme d'ailleurs celle du bétail (caprins, ovins, bovins). Les prix de tous les produits (céréales et animaux) varient sensiblement au cours de l'année avec des pics durant la soudure pour les céréales et des bas prix pour les animaux. En moyenne, et pour l'année de référence, le sac de 50 kg de riz ou de sorgho s'échangeait entre 5500 et 7000 UM[2] et le bélier entre 10 000 et 30 000 UM, le bouc entre 5 000 et 7000 UM et le taurillon entre 40 000 et 150 000 UM.

La demande en bétail provenant des grandes villes (Nouakchott, Kaédi) et du Sénégal est très importante pour les systèmes de moyens d'existence ruraux et elle conditionne une grande partie de la vie et des échanges commerciaux de la zone étudiée. Les ventes sont importantes toute l'année dans la zone mais le pic est situé au moment de principales fêtes religieuses (Tabaski, Achoura, Korité). L'embouche bovine est une pratique peu courante dans cette communauté. De juillet à décembre, les troupeaux se déplacent dans un rayon proche à la recherche de zones non cultivées et de meilleurs pâturages. La disponibilité du lait dans la zone est abondante pendant cette saison. Durant cette période le lait notamment des vaches est disponible dans les ménages notamment chez les propriétaires d'animaux. Certains ménages arrivent à vendre une partie de leur production laitière.

Calendrier saisonnier

Le calendrier saisonnier présenté ci-dessous (figure 2) décrit les différentes activités pendant l'année de consommation dite de référence qui s'étend de la récolte 2010 jusqu'à la fin de la période de soudure 2011. Il détaille les activités agricoles et d'élevage ainsi que toutes les autres activités ou événements importants pour les ménages. Trois périodes principales apparaissent. La première, allant de juillet à septembre, est la période la plus difficile pour les ménages de la zone. Elle correspond à la saison des pluies pendant laquelle les travaux champêtres sont intenses alors que les ménages les plus pauvres sont confrontés à la période de soudure alimentaire. Les réserves de la récolte passée sont alors épuisées, les prix des céréales sur les marchés sont les plus élevés de l'année et les animaux reprennent lentement du poids alors que le pâturage se régénère.

En revanche, le pic de production laitière des bovins pendant l'hivernage permet une amélioration de la couverture des besoins nutritionnels. Presque tous les ménages y accèdent soit à travers leur propre production, soit en achetant ou en recevant des parents et voisins. A cette période, les ménages les plus pauvres doivent cependant aussi emprunter des céréales ou de l'argent pour acheter des céréales sur les marchés, qui sont alors au prix le plus élevé de l'année.

La récolte a lieu d'octobre pour la production du Diéri et de Novembre à Janvier pour le Walo au plus tard, mais la consommation de niébé et du maïs débute sur champ, avant maturation. A cette période, les prix des animaux augmentent, ceux des céréales baissent et les emprunts peuvent être remboursés. Pour la riziculture, la récolte intervient entre janvier et février.

Une fois les récoltes engrangées, les jeunes bras actifs en bonne condition physique des ménages Pauvres et Très Pauvres partent à la recherche du travail pour une durée de 4 mois à 6 mois, à la recherche d'un travail saisonnier à Kaédi ou à Nouakchott, ou souvent à l'étranger (Sénégal, Mali). L'exode est pratiqué aussi bien par les ménages Très Pauvres et Pauvres que par les ménages plus aisés. Toutefois, les destinations des ménages plus riches demeurent l'Europe et/ou les USA pour une durée dépassant très souvent l'année.

Les ventes d'animaux sont importantes toute l'année dans la zone mais le pic situé au moment de la fête de la Tabaski encourage les ménages pratiquant l'embouche à vendre leurs animaux à ce moment- là.

Entre janvier et mai, les activités génératrices de revenus sont limitées dans les villages (artisanat, cueillette, ramassage et vente de bois et de paille). La campagne agricole redémarre avec le défrichage et le nettoyage des parcelles pendant le mois de juin. Le semis en juillet et août puis le sarclage en août et septembre sont les deux principales activités créatrices d'emploi pendant cette saison.

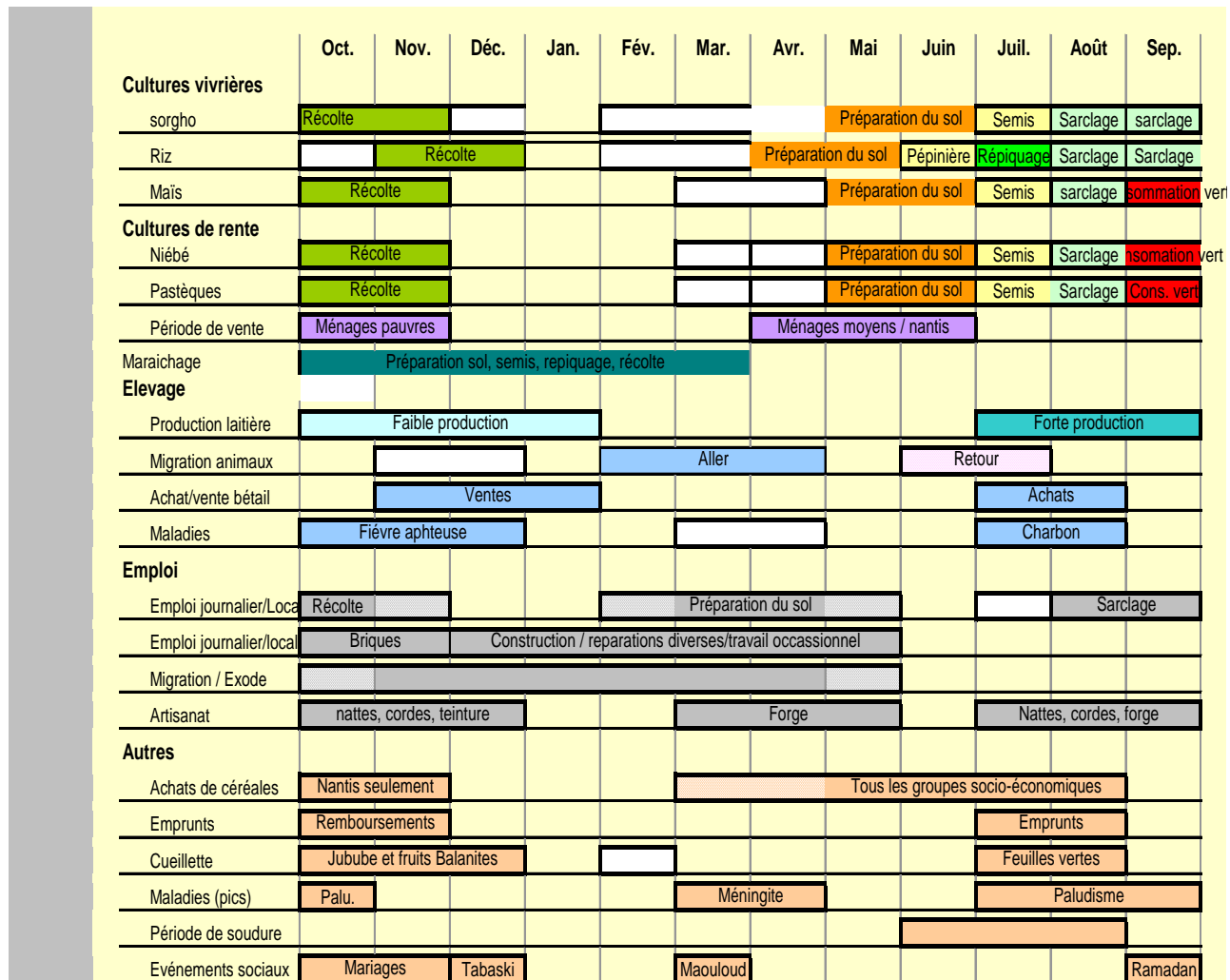


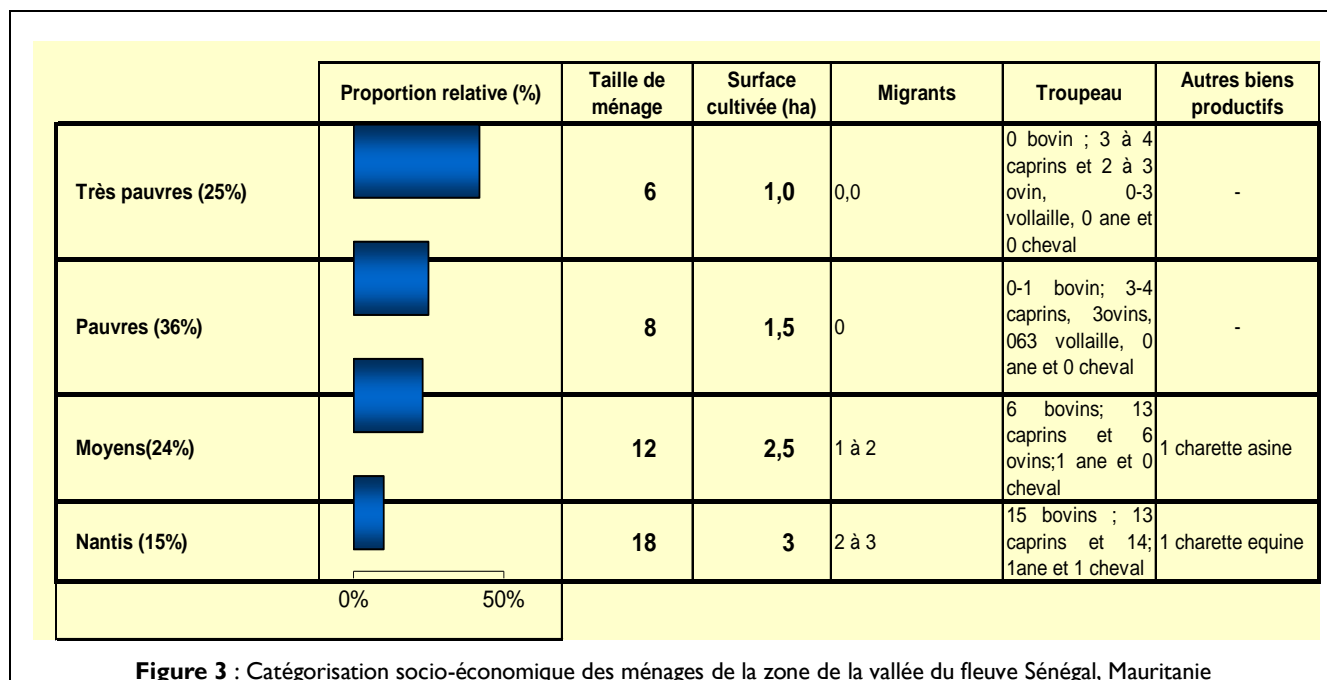
Figure 2 : Calendrier saisonnier en année de référence (oct. 2010- sept 2011) pour les agriculteurs étudiés

Catégorisation socio-économique des ménages

La zone d'étude est une zone agricole et les populations étudiées dans la zone de moyens d'existence sont des agro-pasteurs. Cette communauté d'agro-pasteurs présente les mêmes caractéristiques dans tous les villages couverts par l'étude. Dans cette zone, la notion de ménage est assez complexe, souvent assimilée à la notion de « famille élargie ». Il n'a pas été toujours aisé de définir ou de déterminer la taille d'un ménage étant entendu que les familles élargies vivant dans la même concession ont tendance à partager les ressources ou à préparer les repas à tour de rôles. Cependant, on peut dire qu'un ménage type est composé du chef de ménage qui est souvent un homme, sa femme ou ses femmes, ses enfants ainsi que ses frères avec leurs femmes et enfants. La définition communément acceptée pour définir le ménage est « Foyré ».

Au sein d'une même zone de moyens d'existence, il existe de grandes différences économiques entre les ménages en fonction notamment des biens qu'ils possèdent. L'analyse de l'économie des ménages a été orientée suivant une classification socio-économique basée sur des critères locaux tels que rapportés lors des entretiens communautaires. Les principaux déterminants du niveau de richesse étaient l'importance des transferts des immigrants, la possession de bétail, la superficie cultivée et dans une moindre mesure le revenu tiré des activités extra agropastorales comme le petit commerce, le salariat agricole et l'artisanat, etc.

La figure ci-dessous présente la catégorisation des populations en quatre grands groupes socio-économiques. Pour chacun d'entre eux un profil typique de ménage y appartenant est décrit.



La catégorisation sociale effectuée dans les 8 villages fait ressortir une forte proportion de ménages très pauvres (TP) à pauvres (P) avec environ 3 ménages sur cinq qui sont considérés dans ces catégories dont un tiers considéré comme très pauvre. Les plus aisés, à savoir les nantis, ne représentent que 15% de la population, le reste étant constitué des moyens qui représentent environ 23%. Cette forte pauvreté monétaire pourrait s'expliquer par l'austérité de l'environnement qui ne permet guère la rentabilisation des principales activités économiques que sont l'agriculture et l'élevage.

D'une manière générale, les ménages Pauvres semblent être composés de moins de personnes que les ménages plus nantis. Il n'est cependant pas possible de généraliser ce phénomène car il existe aussi de grands ménages Très Pauvres. La polygamie est une pratique assez répandue dans cette communauté musulmane. Les enfants sont généralement instruits dans la zone. Ici, l'instruction est une valeur ajoutée en ce sens que l'enseignement est considéré comme un facteur important dans la capacité à migrer à l'étranger. Les ménages des groupes de richesse faibles expliquent que la scolarité de leurs enfants s'arrête souvent au cycle primaire tandis que pour les familles plus riches, leurs enfants parviennent à terminer le cycle secondaire et même parfois, universitaire.

En plus de la taille des ménages, les principaux critères de différenciation sociale rapportés par les communautés étudiées sont principalement l'importance des transferts, la possession des animaux et la pratique des activités agricoles.

L'importance des transferts constitue dans cette zone le principal facteur discriminant de la réussite sociale. Plus les transferts envoyés par les immigrants sont importants plus le ménage est considéré aisé. Ces transferts sont l'œuvre des membres du ménage partis en immigration dans les pays étrangers notamment en Europe et en Amérique. Ces transferts sont parfois, les envois de frais de location de maisons de certains retraités situées à Nouakchott ou à Kaedi. Pour les Moyens il s'agit souvent des pensions de retraités. Il faut souligner que les immigrants des ménages Très pauvres et pauvres arrivent rarement à aller en Europe. Ils se contentent d'aller dans les grandes villes du pays notamment à Nouakchott où ils s'adonnent à des petites activités économiques.

Tous les ménages, quel que soit leur statut, possèdent au moins quelques têtes de bétail du fait de l'origine peulh de cette communauté. Ainsi, la capacité des ménages à disposer d'animaux est tout naturellement un facteur discriminant dans la possession de richesse et par conséquent un bon indicateur de « richesse ». Les ménages très pauvres et pauvres disposent d'un troupeau composé de quelques têtes de petits ruminants (caprins et ovins), tandis que les nantis et les moyens possèdent un troupeau plus important composé à la fois de petits et de gros ruminants (bovins)

avec, un nombre plus important de bovins chez les nantis.

L'embouche n'est pas une pratique courante dans cette zone comme cela est d'usage dans d'autres communautés au Sahel. Cependant les animaux constituent tout de même une source de revenus pour tous les groupes socio-économiques et un critère très important de différenciation sociale. La vente d'une partie des animaux du troupeau permet aux différents groupes de faire face aux dépenses. Toutefois, il faut souligner que les ventes sont plus fréquentes chez les ménages pauvres et très pauvres, les Nantis ne vendent qu'en cas d'extrême besoin. Le taux de prélèvement maximum durant cette année de référence est de 40 % chez tous les ménages pour les petits ruminants et entre 20 et 25 % pour les bovins chez les Moyens et les Nantis.

L'accès à la terre pour les différents groupes socio-économiques

La surface cultivée même quand elle est grande (chez les nantis) ne dépasse guère 3 ha dont 0,25 ha de riziculture, le minimum étant 1 ha chez les très pauvres. Rapportée à la taille des ménages, la superficie per capita est presque identique chez les 4 groupes socio-économiques (0,2 ha par personne chez tous les groupes). Les ménages sont dans leur grande majorité propriétaires de leurs terres de déri et de walo, dont ils ont hérité de leurs parents. Dans certains villages, les superficies de Walo ont fait place à des périmètres irrigués aménagés par l'Etat et redistribués aux ménages dans des proportions égales ; entre 0,25 à 0,5 ha /par ménage. Cette faible superficie ne permet pas aux ménages d'investir assez dans cette activité. Par manque d'unités fiables de mesure de la taille des champs, l'estimation des surfaces est relativement peu précise, surtout lorsqu'il s'agit de connaître la proportion de la surface semée qui sera sarclée puis récoltée. Il a été procédé à une estimation à travers la quantité de semences utilisées pour ensemercer un hectare. Les informations recueillies auprès des services de l'agriculture et des leaders des communautés étudiées font état de 1 moud (1 moud équivaut à 4 kg) qui seraient nécessaires pour ensemercer un hectare.

Les superficies exploitées au Diéri ne dépassent rarement plus d'un ha chez tous les ménages car la difficulté pour mettre en valeur ces terres viendrait davantage de la capacité du ménage à faire une clôture, le plus souvent en épineux, pour assurer la protection des cultures mises en place contre les dégâts des animaux et de la disponibilité de la main d'œuvre familiale. Le recours à la main d'œuvre salariale est très occasionnel en raison de la forte incertitude qui entoure ce mode de culture. Dans les ménages Pauvres et Très Pauvres, cette main d'œuvre fait davantage défaut que dans les ménages plus aisés puisque les premiers sont constitués de plus de jeunes enfants et sont souvent obligés de procéder au salariat agricole. Les ménages Très Pauvres sont donc pénalisés par la faible main d'œuvre dont ils disposent pour générer un revenu ou une production agricole. Ce mode de cultures reste davantage l'apanage des ménages Très Pauvres. La seule production tirée de ces terres reste les pastèques dont les graines sont prisées pour agrémenter les sauces qui accompagnent le plat principal et dans une moindre mesure le sorgho.

Les terres de Walo de structure argilo-limoneuse et exploitées en mode d'épandage, sont des propriétés familiale privées acquises par héritage. Elles sont plus aptes à la production en raison de leur texture et de leur niveau de fertilité. Toutefois, ces espaces s'amenuisent d'année en année en raison de la faiblesse de la crue et des actions d'aménagement entrepris par l'Etat ces dernières années. A cela, il faut ajouter les dégâts importants occasionnés par la Sésamie sur la production de sorgho. Certains ménages tentent de contourner cet obstacle par la substitution avec le maïs et le niébé.

Les terres irriguées constituent le mode d'agriculture le plus sûr. Il s'agit des terres attribuées à la riziculture irriguée. Elle est en général la principale source de richesse agricole. Les rizières sont aménagées soit en « périmètre irrigué villageois » avec maîtrise totale de l'eau ou en « submersion contrôlée » quand il s'agit de grandes superficies aménagées par l'Etat pour des populations souvent de plusieurs villages. Bien que de taille relativement petite, les périmètres irrigués villageois constituent la principale source de produits agricoles des ménages de cette zone qui y ont accès. Quand les conditions d'exploitation sont favorables, les rendements sont assez importants au point de procurer de la plus-value (plus de 4000 tonnes). Toutefois, il est à noter que certains ménages notamment parmi les Très Pauvres et Pauvres ne sont pas propriétaires de ce type de terre qu'ils exploitent sous forme de métayage dont les conditions de mise en œuvre restent encore peu élucidées par la présente étude.

L'élevage

La possession d'animaux est également un critère important de richesse dans cette communauté. A côté de l'agriculture considérée par la population comme principale activité, on y pratique l'élevage des gros (bovins) et petits ruminants (caprins et ovins). L'élevage pratiqué est de type extensif, les nantis disposent d'environ une quinzaine de bovins et une trentaine de caprins et ovins tandis que les Très Pauvres et Pauvres ne disposent que de quelques têtes de petits ruminants (3-7 caprins et ovins) et rarement une tête de bovin pour les plus chanceux. Il s'agit d'un élevage de

type contemplatif, on ne vend rarement les bovins que pour la réforme des vieux animaux ou lorsque un besoin urgent se pose. Le vente ne concerne davantage que les petits ruminants et est plus importante dans les ménages très Pauvres et Pauvres qui sont souvent obligés de faire des prélèvements sur leur troupeau en vue d'obtenir de la liquidité pour acheter des vivres ou d'autres besoins urgents. L'embouche des gros ruminants est une pratique peu connue chez ces communautés. Toutefois, les femmes de tous les groupes socio-économiques s'adonnent à l'engraissement des moutons pour tirer meilleur bénéfice lors de la fête de tabaski. Tous les ménages confient leurs animaux au berger du village, seuls quelques nantis se donnent le luxe d'avoir leur propre berger. Les bénéfices tirés de l'élevage dans cette zone de la vallée du fleuve Sénégal des Wilaya de Gorgol et du Brakna sont beaucoup plus monétaires. La pratique de ce type d'élevage reste influencée par la pauvreté des pâturages entre Mai et juin et les épizooties qui se font de plus en plus récurrentes. En plus de ces animaux, les ménages Moyens possèdent une (1) charrette asine tandis que les nantis eux disposent d'une charrette équine plus puissante que la charrette asine. Ces charrettes asines ou équines leur permettent de transporter les récoltes et d'assurer le transport des biens et personnes d'un village à un autre.

Sources de nourriture

L'année de référence (octobre 2010 à Septembre 2011) fut une année globalement moyenne au point de vue production agricole ce qui a permis à l'écrasante majorité des ménages à savoir les Très Pauvres et les Pauvres qui représentent environ 67% de la communauté, de presque couvrir leurs besoins énergétiques pendant l'année malgré tous les efforts qu'ils arrivent à réaliser. Le taux de couverture moyen est de 95-97% chez les Très Pauvres et pauvres. Par contre, les Nantis et les Moyens sont parvenus à couvrir au-delà de leurs besoins minima avec des taux respectifs de 134% et 110%. Il est intéressant de noter, à l'image des résultats de plusieurs études HEA au Sahel, que malgré la dénomination agricole de la zone étudiée, l'essentiel des besoins énergétiques provient des aliments achetés sur le marché avec une contribution d'environ 60% et ce indépendamment du groupe socio-économique. Ce taux atteint les 80% chez les groupes aisés. Cette situation s'explique par le fait que les aliments de base consommés par cette communauté sont principalement des aliments importés (riz, huile, pain et sucre pour l'essentiel). La production propre (sorgho, maïs, riz, niébé, pastèques) de ces agriculteurs même chez les ménages nantis ne permet de couvrir que le 1/4 des besoins durant cette année de référence. Cette part ne dépasse guère 1/5 chez les Très Pauvres, les Pauvres et même les Moyens. Cette faible part de l'activité agricole à la satisfaction des besoins alimentaires des ménages met en lumière le caractère exagéré de considérer la vallée du fleuve comme une zone agricole au sens stricte car celle-ci n'arrive pas à couvrir les besoins énergétiques de base, même des ménages dits Nantis. La conséquence directe de cette situation est la tendance au délaissement progressif des activités agricoles dans cette zone au profit de l'immigration dont les retombées (transferts financiers) constituent aujourd'hui la principale source de revenu et de donc de nourriture et le critère le plus important de différenciation sociale.

Les aléas climatiques, les parasites et ennemis des cultures comme la sésamie, mais aussi la faiblesse des superficies et des investissements dans les périmètres irrigués villageois et la mauvaise gestion de l'irrigation sont les principales causes de la faible productivité de l'agriculture. A cela, s'ajoute la préférence alimentaire des populations vis-à-vis du riz alors que les superficies disponibles pour cette culture sont très petites (environ 0,25 ha par ménage). Cette production rizicole est aussi sujette à des prélèvements (redevances d'eau, coûts des intrants agricoles comme les semences et les engrais) qui viennent en diminution de la production totale qui devrait être entièrement disponible pour la consommation du ménage. Pour certains ménages notamment les Très Pauvres et Pauvres, le paiement en nature des dettes contractées et les redevances du métayage pour certains ménages constituent une ponction très importante rendant ainsi difficile la couverture des besoins.

La production totale de céréales au cours de cette année de référence est 3 fois plus élevée chez les ménages nantis (860 kg) que chez les Très Pauvres (300 kg) en raison principalement d'une plus grande superficie cultivée et une plus grande célérité dans l'exécution des travaux champêtres par un recours à la main d'œuvre salariale. En effet, cette production rapportée à la superficie cultivée donne un niveau de rendement toutes céréales confondues presque identique chez tous les groupes socio-économiques (environ 300 kg). La production céréalière totale chez les Ménages Moyens est de 500 kg et de 430 kg chez les Pauvres. Le riz et le sorgho restent les 2 principales spéculations.

Cette production céréalière est en totalité destinée à l'autoconsommation chez les Nantis et les moyens. Par contre, chez les ménages pauvres et très pauvres, environ 1/3 de celle-ci est vendue à la récolte afin de disposer de liquidités financières leur permettant de faire face à certaines préoccupations du moment (remboursement des dettes, achats d'autres besoins essentiels) A cette vente, il a été aussi relevé qu'une part non négligeable, qui atteint 20% de la production totale chez les ménages Très Pauvres, est prélevée pour le remboursement des redevances chez les exploitants rizicoles et pour le paiement des droits de métayage dont les dimensions n'ont pas été suffisamment étayées. La quantité destinée à l'autoconsommation ne permet de couvrir qu'à peine 25% des besoins énergétiques globaux annuels même chez les ménages Nantis. Elle n'atteint guère le 1/5 des besoins chez les autres groupes. Qu'est ce qui explique cette très faible contribution de la propre production à la satisfaction des besoins alimentaires dans cette zone pourtant considérée comme zone agricole par excellence de la Mauritanie. Ce qui est surprenant lorsque

l'on compare ces données à celles du profil réalisé dans la zone de la vallée du fleuve Sénégal de Kaedi en 2009, c'est la diminution drastique de la production agricole. En effet, la part de la propre production à la couverture des besoins était de 45% chez les Nantis contre seulement 25% révélée par cette étude. Cette diminution concerne essentiellement le sorgho dont la culture est hypothéquée par la sésamie.

Le riz, produit dans les périmètres irrigués, représente la céréale la plus produite chez toutes les classes socio-économiques notamment par les ménages plus aisés (plus de 60%) contre 50% chez les Pauvres et 40% chez les Très Pauvres où le sorgho demeure la principale spéculaton (60%). La quantité produite, après déduction des autres usages, ne contribue guère pour plus de 10% des besoins même chez les moyens et les Nantis. Elle est de 3-5% chez les ménages pauvres.

La production du sorgho est pratiquement identique chez tous les groupes socio-économiques avec moins de 200 kg par ménage. Cette faible production de sorgho est due aux dégâts causés par la sésamie ; ce qui pousse les paysans au découragement et donc à l'abandon progressif de cette culture essentiellement produite sur le walo. L'essentiel de cette production est utilisée pour l'autoconsommation dans tous les différents groupes avec une contribution faible variant entre 4 et 7% des besoins en énergie des ménages des différents groupes socio-économiques. Une partie de cette production est vendue par certains Ménages Pauvres et très Pauvres et les quantités vendues restent très faibles. On peut aisément se poser la question de savoir quel serait l'avenir de cette production dans cette Zone si rien n'est fait pour juguler les dégâts de ce ravageur.

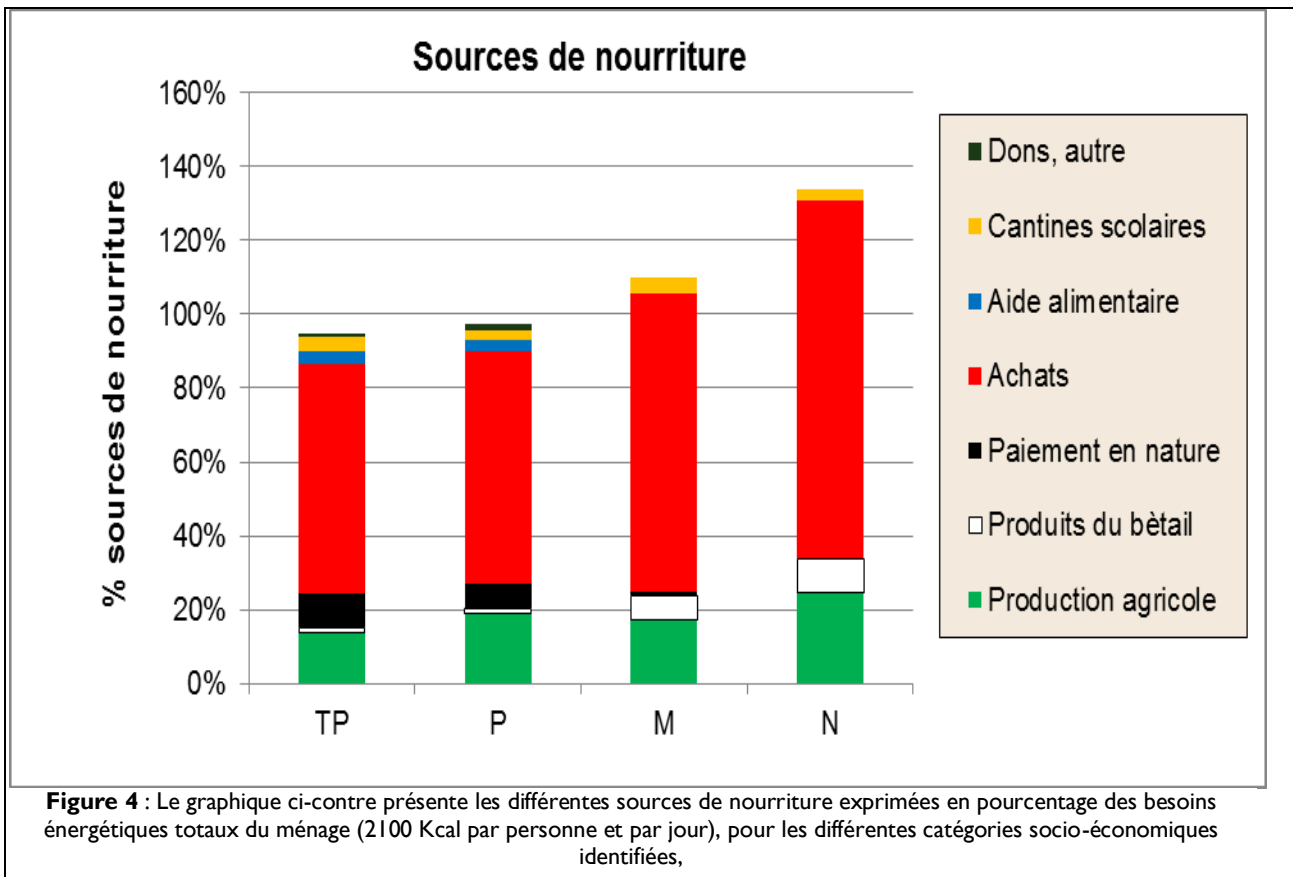
La production du maïs, 3^e céréale cultivée essentiellement dans le Walo est aussi destinée à la consommation du ménage. Sa contribution aux besoins globaux du ménage est de l'ordre de 2 à 3% chez tous les groupes socio-économiques. Il faut noter qu'une part non négligeable de ce produit est consommée à l'état frais ce qui fait que sa contribution est très difficile à cerner. Cette culture prend de l'importance des dernières années avec les difficultés rencontrées avec la culture du sorgho.

Outre les céréales, toutes les classes socio-économiques cultivent du niébé principalement sur les terres de Walo en association avec le sorgho ou le maïs. Cependant, la production reste faible avec environ 100 kg chez les ménages pauvres et très Pauvres et le double chez les Moyens et les Nantis. Environ la moitié de cette production est destinée à la vente chez tous les groupes socio-économiques. La part destinée à la consommation du ménage contribue très peu aux besoins énergétiques du ménage avec un taux de 3% dans toutes les classes.

La culture des pastèques sur les terres de Déri en saison des pluies est une pratique très répandue dans cette zone et serait l'apanage des femmes. Les graines sont recueillies, séchées et réduites en poudre pour agrémenter la sauce qui accompagne le repas de midi constitué très souvent du riz au poisson ou à la viande notamment pour les ménages les plus aisés. Ce produit est une source non négligeable d'énergie et de protéines. La production estimée à moins de 50 Kg dans tous les ménages sauf chez les Nantis où elle approche les 200 kg. Elle est exclusivement destinée à l'autoconsommation dans les ménages Nantis et une petite part est vendue dans les autres ménages par les femmes.

Une partie des céréales récoltées, si infime soit-elle fait l'objet d'échange local sous forme de troc contre le lait chez les peuls des villages environnants. Les ménages payent tous aussi la Zakat, celle-ci représente environ 1/10 de la production.

Le maraîchage est pratiqué dans quasiment tous les villages visités mais sa contribution aux besoins énergétiques du ménage est quasi nulle. Toutefois, les cultures maraîchères constituent une source importante de diversification de la consommation par un apport en vitamines et sels minéraux. Une part non négligeable est aussi destinée à la vente ce qui procure un revenu supplémentaire aux ménages.



La contribution des produits animaux (lait et viande) à la couverture des besoins énergétiques annuels des ménages est très faible chez les ménages Très Pauvres et Pauvres (1%) mais elle demeure importante en termes de qualité du régime alimentaire puisque ces aliments sont davantage de pourvoyeurs de protéines, de vitamine et sels minéraux que de calories. Chez les ménages Nantis et Moyens la consommation des produits animaux devient beaucoup plus importante, elle oscille entre 7 et 9%. Cette différence dans la qualité de la diète entre les différents groupes socio-économiques pourrait se traduire par des variations dans le statut nutritionnel des membres notamment des jeunes enfants dans ces ménages.

Le lait de vache reste le produit le plus consommé par tous les ménages, la viande étant de consommation plus rare. Ce produit est davantage consommé par les ménages les plus aisés, les plus Pauvres se limitant à une consommation durant l'hivernage lorsque la production est abondante. Il faut souligner que pendant la saison sèche la consommation du lait issu du troupeau est très faible même chez les nantis et les moyens. Les vaches lactantes tarissent en raison de la faiblesse du pâturage. Toutes les classes sont obligées d'acheter du lait en poudre pour la fabrication de leur boisson préférée, le *ʒjirig*, et seules les nantis en consommeraient quotidiennement. Ce lait acheté est inclus dans la rubrique 'achat de nourriture'. La production laitière est estimée à environ 800 litres par an chez les ménages Moyens et est le double chez les Nantis (1600). Cette production laitière est presque entièrement autoconsommée par les ménages. Seuls les moyens en vendent une partie (23%) pour se procurer un revenu. La part autoconsommée contribue pour environ 5% des besoins des ménages Moyens et 8% des Nantis. Les ménages Très pauvres et Pauvres n'ayant pas du tout ou assez du lait des vaches, en dehors des dons des Nantis, se rabattent davantage sur le de lait de petits ruminants issu de leur troupeau notamment le lait des chèvres avec une contribution de l'ordre de 1% par rapport aux besoins des ménages.

La rubrique « produits du bétail » inclut aussi la viande consommée provenant des prélèvements sur leurs propres animaux. Cette consommation de la viande est très faible voire nulle chez les ménages Très Pauvres et Pauvres et se limite à égorger 1 à 2 petits ruminants principalement lors de la fête de tabaski. Chez les nantis et les moyens, elle devient plus importante, avec entre 3 à 6 têtes, égorgées lors des cérémonies de mariage, de baptême, des fêtes religieuses (tabaski, mouloud, Achoura) et/ou lors des visites des parents et/ou visiteurs étrangers. Certains Nantis égorger souvent 1 gros ruminant notamment lors des festivités de mariage.

Les achats présentés comme source de nourriture sur la figure 5 comprennent principalement les achats de céréales locales (riz et sorgho et souvent maïs) ou importées (riz), de l'huile et du sucre qui constituent les aliments de base de cette communauté. Ils contribuent en moyenne à plus de 2/3 des besoins énergétiques des ménages et ce quel que soit le groupe socio-économique. Cette source de nourriture constitue la presque quasi-totalité (plus de 80%) chez les ménages plus aisés. Cette très forte dépendance vis-à-vis du marché s'explique par le fait que l'essentiel des aliments de base consommés par cette communauté sont des produits importés (riz, huile, sucre) ce qui constitue un risque très important en cette période de hausse mondiale des prix des denrées alimentaires. Tout changement dans les prix a des effets sur l'ensemble des ménages mais et surtout chez les Très Pauvres et Pauvres qui peinent à couvrir leurs besoins énergétiques de base.

Les céréales constituent les aliments les plus achetés. Les quantités achetées permettent de couvrir un peu plus d'un tiers des besoins annuels du ménage chez les Très Pauvres, Pauvres et chez les Moyens et approche les 50% chez les Nantis. Les céréales achetées sont par ordre d'importance le riz (qui constituent plus de 70% des achats de céréales et qui contribuent pour environ 25% des besoins chez tous les groupes socio-économiques). Le sorgho représente quant à lui environ 20% des achats de céréales et contribue pour environ 3% des besoins totaux des TP et P et 10% chez les Moyens et Nantis. Les achats de maïs représentent quant à eux environ 10% des achats et contribuent pour 2 à 3% des besoins des pauvres et 10% chez les Nantis. Cette contribution est nulle chez les Moyens.

L'huile végétale, le sucre et le pain constituent après les céréales les principaux aliments pourvoyeurs d'énergie pour tous les ménages des différents groupes socio-économiques. Ils contribuent à environ 1/4 des besoins totaux en énergie des ménages TP et P, 38% chez les Moyens et presque la moitié des besoins (44%) chez les Nantis.

L'huile est utilisée de façon quotidienne dans la préparation du repas de midi à base de riz et du repas de soir. Sa contribution à l'apport énergétique est très élevée chez tous les ménages: 10% chez les TP et P et presque le double (20%) chez les Moyens et Nantis. La quantité consommée est de l'ordre de 30 g par jour chez les Très Pauvres et Pauvres contre 40g chez les groupes aisés. Cette forte consommation de l'huile dans toutes les classes socio-économiques s'explique aussi par les pratiques culinaires en rigueur dans cette zone où l'huile est utilisée dans tous les repas. Cette forte consommation d'huile ne serait-elle pas une source de problème nutritionnel pour cette communauté.

Le sucre est aussi un aliment de très forte consommation. Il est utilisé essentiellement pour la préparation du thé, boisson qui est consommée en longueur de la journée dans cette communauté. La quantité moyenne de sucre consommée par ménage et par an est plus de 100 kg chez les Très Pauvres et Pauvres, 300 kg chez les moyens et plus de 550 kg chez les Nantis soit une contribution aux besoins énergétiques totaux respectivement de 9%, 13% et 16%. Cet apport élevé de sucre a certainement des effets négatifs sur l'état nutritionnel de cette population. Il est à craindre une forte prévalence de diabète sucré dans cette population, ce qui pourrait constituer un grand problème de santé publique.

Le pain est un aliment très consommé dans la communauté étudiée. Elle effet, ce produit de consommation quasi quotidienne notamment chez les classes socio-économiques aisées contribue pour environ 3-5% des besoins énergétiques chez les ménages Très Pauvres et Pauvres contre 8-10% chez les Moyens et Nantis. Pour satisfaire la demande locale il existe dans presque chacun des villages une boulangerie traditionnelle où les ménages peuvent en acheter.

L'approvisionnement des ménages dans les grands bourgs dépend de leur catégorie socio-économique, et les ménages Moyens et nantis ont les ressources financières nécessaires pour acheter des céréales à bas prix au moment de la récolte et par sac. En revanche, dans tous les groupes, les achats se font toujours à la mesure (appelé Moud dont l'équivalent est de 4 kg). Les ménages aisés diversifient leur alimentation en achetant de temps en temps des tubercules, des pâtes alimentaires et des feuilles vertes, mais les ménages les plus démunis ne peuvent pas y accéder et leur alimentation reste très peu diversifiée.

Autres sources de nourriture

Les emprunts et dons de vivres constituent une part non négligeable de l'alimentation surtout chez les Très Pauvres. Chez les ménages Moyens et Nantis, une partie de la production est donnée aux « Pauvres » et « Très Pauvres » comme Zakat, ce qui consolide légèrement leur capacité à se nourrir. Une autre partie de la récolte des Nantis et des Moyens est octroyée sous forme de remboursement en nature aux ouvriers agricoles qui ont travaillé dans leurs champs pendant l'hivernage ou durant les travaux de récolte ou de battage.

Le paiement des travailleurs agricoles en nature (céréales) est une pratique assez répandue notamment pour les opérations de récolte et de battage de riz. La rémunération en espèces étant la plus répandue et la plus préférée pour les autres activités. Les céréales obtenues de ces activités contribuent pour environ 7 à 9% des besoins des ménages très pauvres et pauvres. Ces derniers ont typiquement un ou deux membres actifs supplémentaires qui sont dégagés pour travailler chez les autres. L'employeur appartient généralement à un ménage moyen ou nanti du même village, et il se charge de fournir la nourriture à ses travailleurs pendant toute la durée de leur travail agricole en plus de leur rémunération en nature ou en espèces. Ces travaux sont agricoles, surtout au moment du sarclage en juillet et août, ainsi qu'au semis (juillet – août) et à la récolte (octobre – novembre) et aussi en riziculture.

A la fin de la période de soudure, le niébé vert et le maïs sont très appréciés, les prélèvements pouvant être importants par jour. Bien que cette consommation ne couvre jamais 1% des besoins énergétiques annuels, elle soulage largement les ménages alors que le prix des céréales sèches sur les marchés est très élevé.

La nourriture consommée ou rapportée de l'exode dans la couverture des besoins énergétiques est faible 4 à 6% respectivement chez les ménages Pauvres et Très Pauvres. Il faut rappeler que l'exode pratiqué dans cette zone par les actifs de ces types de ménages est essentiellement un exode de très courte durée ne dépassant le plus souvent pas plus de 5 mois.

Les cantines scolaires constituent une source de nourriture non négligeable pour les enfants scolarisés des ménages des différents groupes socio-économiques. Deux repas (1 goûter le matin et 1 à midi) sont donnés aux pensionnaires. Leur part à la satisfaction des besoins énergétiques est estimé à 3% à 4% chez tous les groupes socio-économiques avec en moyenne un à deux enfants par ménage. Une telle stratégie couplée à un filet de sécurité social pourrait encourager les ménages Très Pauvres à envoyer tous les enfants en âge de scolarité à fréquenter l'école.

Durant cette année de référence, les ménages Très Pauvres et Pauvres ont reçu du Gouvernement et de certains partenaires (PAM essentiellement) environ 50 kg de céréales qui ont permis de couvrir 3% en moyenne des besoins de ces ménages. Les Moyens et les Nantis n'ont pas bénéficié de cet appui ce qui laisse croire à une application stricte des critères de ciblage.

Certains ménages ont reçu des aliments provenant du blanket feeding pour soutenir leurs enfants malnutris. Les ménages Pauvres et surtout les ménages Très Pauvres ont reçu des dons de nourriture qui ont permis de couvrir environ 1% de leurs besoins énergétiques de base.

Sources de revenus monétaires

L'analyse des sources de revenu des différents groupes socio-économiques fait apparaître une très forte disparité entre les groupes de ménages. Le revenu moyen annuel d'un ménage « typique » Nanti, estimé à environ 1 600 000 Ouguiya (UM) représente 7 fois le revenu d'un ménage « typique » Très Pauvre estimé à 240 000 UM, 5 fois le revenu des Ménages Pauvres (340 000 UM) et 2 fois le revenu des Ménages Moyens (830 000 UM). Rapporté à la taille du ménage, le revenu en cash per capita est identique chez les ménages Très Pauvres et Pauvres avec respectivement 40 000 et 42 000 UM soit environ 110 UM par jour et par personne ; ce qui est nettement en-deçà du seuil de pauvreté fixé à la Banque Mondiale. Le revenu per capita chez les moyens est de 69 000 UM et atteint 90 000 UM chez les Nantis.

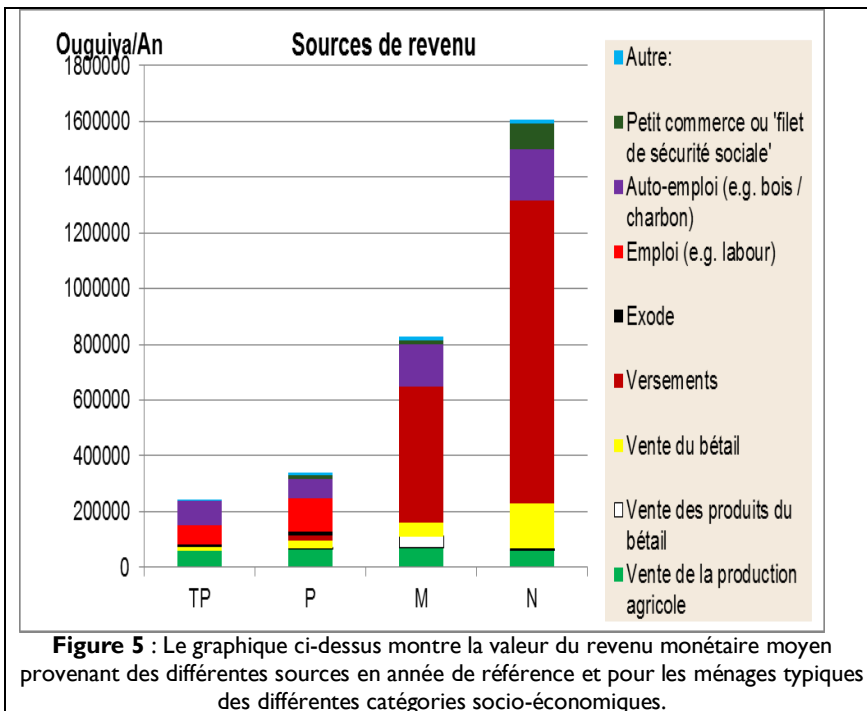
La différence de revenus entre les différents groupes socio-économiques tient surtout à la nature des activités réalisées par les ménages. En effet, Cette différence de revenu tient principalement à l'importance des transferts de capitaux que les ménages aisés reçoivent de leurs membres établis à l'étranger qui rapatrient des fonds. Les plus riches pourraient avoir entre 2 et 3 membres qui envoient de l'argent, tandis que les familles moyennes en ont entre 1-2 et les ménages pauvres et très pauvres ne disposent aucun de leurs membres. Il est également à noter que dans cette zone dite agricole, le revenu tiré de la vente des produits agricoles est très faible et de la vente du bétail, bien qu'importante, ne joue pas pour autant un rôle de premier plan pour les ménages. En effet, le revenu obtenu pendant l'année de référence des transferts est nettement supérieure au revenu obtenu avec la commercialisation du bétail.

Les transferts de fonds des migrants de l'extérieur (Europe et Amériques principalement) constituent la principale source de revenu des ménages Nantis et Moyens avec une contribution d'environ 68% chez les Nantis et 60% chez les Moyens. Certains d'entre eux trouvent aussi une part importante de leur revenu de la location des maisons qu'ils

possèdent soit à Kaédi ou à Nouakchott ou des pensions de retraite. Les transferts reçus dépassent plus de 1 000 000 UM chez les nantis et 500 000 UM chez les Moyens soit 3 à 5 fois le revenu tiré par un ménage Très Pauvre. Cette très forte dépendance des ménages Nantis et Moyens vis-à-vis de cette source de revenu, certes stable aussi longtemps que les immigrants demeurent dans les pays d'accueil constitue un risque important en cas de perte d'emploi ou d'expulsion. En outre, plus le revenu perçu n'est important, plus le ménage a tendance à délaisser les autres sources de revenu secondaires. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne la production agricole en raison de son caractère aléatoire dans cette zone; ce qui rend ainsi le ménage totalement dépendant du marché et donc de la variation des prix.

Les membres migrants des ménages Très Pauvres et Pauvres, du fait de leur incapacité à faire face aux exigences administratives et financières (passeport, visa et billet d'avion) n'ont d'autres alternatives que d'aller dans les grands bourgs du pays tels que Nouakchott, Nouadhibou, Zouerat à la recherche d'activités moins rémunérées. Ils peuvent très souvent se rendre dans les grandes villes frontalières du Mali ou Sénégal. Le revenu tiré de cette activité ne représente que moins de 5% du revenu total. Il faut noter que dans cette zone, les ménages Pauvres et les Très Pauvres tirent principalement leur revenu du salariat agricole (27-36%), de l'auto-emploi (vente de bois, de charbon et de paille, petits travaux journaliers, fabrication des briques) avec une contribution au moins 1/3 au revenu total ainsi que de la vente des produits agricoles (1/4). Ces sources de revenus très diversifiées chez ces ménages les rend très dépendants de facteurs externes sur lesquels ils ont peu de prise, comme le taux de rémunération de la main d'œuvre, les travaux journaliers occasionnels et le niveau des revenus tirés de l'exode interne vers les grandes agglomérations et l'artisanat. Il faut souligner que cette grande dépendance de la force de travail constituée de la main d'œuvre est un important facteur de risque si un bras valide venait à tomber malade. Les ménages Pauvres continuent à chercher du travail local au même titre que les ménages Très Pauvres, ce qui indique que la recherche de main d'œuvre rémunérée par les ménages Pauvres et Très Pauvres est importante. Ils sont le plus souvent employés comme travailleurs agricoles pour la préparation du sol, le semis, le sarclage et la récolte. La demande de travail rémunéré par les plus aisés est généralement inférieure à l'offre en année de référence. Le revenu tiré du salariat agricole est de l'ordre de 65 000 UM chez les Très Pauvres contre 120 000 chez les Pauvres ce qui représente plus de 1/3 de leurs revenus total. Ceci montre clairement la grande dépendance de ces ménages vis-à-vis de cette activité qui ne leur permet pas de s'investir suffisamment dans les activités agricoles dans leurs propres champs. Le taux de rémunération journalière varie de 500 à 1000 UM selon les saisons.

La vente des produits agricoles est une activité quasi limitée aux ménages très pauvres et pauvres. Les ménages aisés ne vendent pratiquement pas leurs productions. Les ménages pauvres, malgré la faiblesse de leur production, sont obligés de vendre une partie de leur production à la récolte, au moment où les prix sont bas, afin de disposer de liquidités leur permettant de faire face à leurs engagements (paiement des emprunts) ou de satisfaire certains besoins importants.



Pour l'année de référence, le revenu de la production agricole provient principalement de la vente du Niébé, des produits maraîchers, de la patate douce, du gombo, de l'oseille et des graines de pastèques. Le revenu tiré est quasiment identique chez tous les groupes socio-économiques, il est d'environ 60 000 UM. Sa part à la constitution du revenu ne dépasse guère les 10% chez les ménages aisés et environ le 1/4 chez les Ménages Très Pauvres et Pauvres. On comprend alors tout le désintéressement de ceux qui disposent de moyens vis-à-vis de cette activité.

Les productions maraîchères obtenues sur des petits périmètres aménagés à cet effet (2-3 ha) par l'Etat à travers des projets et par certains partenaires au Développement notamment les ONG sont en grande partie vendues dans les grands centres. Toutefois, le revenu tiré reste faible dans tous les groupes socio-économiques. Il est de l'ordre de 30 000 UM chez les ménages Très Pauvres et Pauvres et environ 50 000 UM chez les Moyens et les Nantis. Ces montants représentent environ la moitié du revenu tiré de la vente des produits agricoles chez les TP et P et environ 75% chez les autres groupes.

Les autres produits vendus sont le niébé et les céréales. Le riz reste la céréale vendue par les ménages pauvres et le sorgho par les ménages très pauvres.

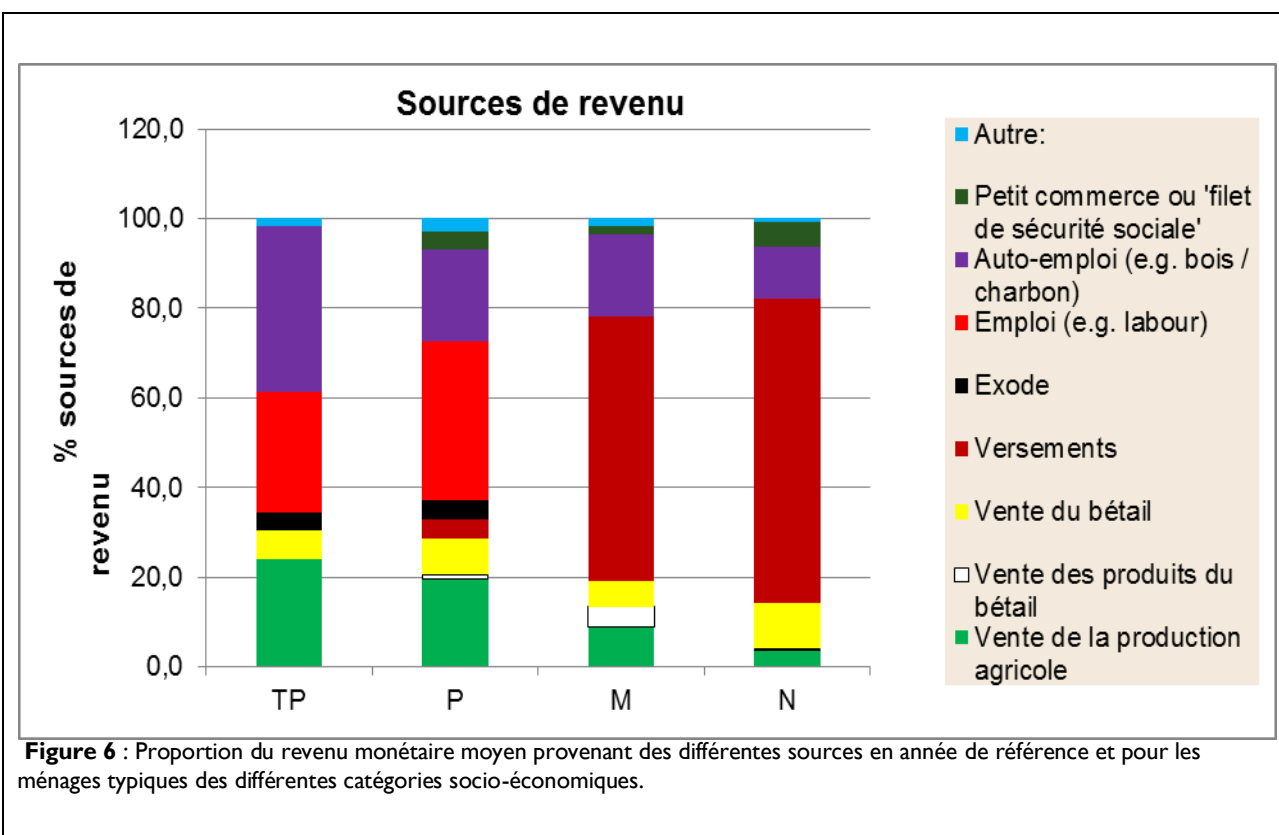
Contrairement à ce qu'on observe dans beaucoup de zones du Sahel, la vente des animaux ne constitue qu'une mince source de revenu chez les Nantis et les moyens. Elle n'occupe que la 3^e place après les transferts et l'auto emploi. Rarement des prélèvements sont effectués sur le troupeau en cas de besoin et vendus sur les marchés. Le revenu tiré au cours de cette année de référence avoisine les 160 000 UM chez les Nantis et les 50 000 UM chez Moyens ce qui représente respectivement 6% et 10% de leur revenu. Les Nantis ont vendu en moyenne 2 bovins et 2 caprins tandis que les Moyens ont vendu principalement de petits ruminants (2-4 caprins et ovins par année). Les ménages Très Pauvres et Pauvres n'ont vendu que des petits ruminants (2 à 3 par année) à cause de la taille réduite de leur troupeau, aussi, le revenu tiré est généralement plus faible en raison du prix de ce type d'animaux (8000 pour le bouc, 15000 pour le mouton). La vente des produits du bétail est insignifiante chez tous les groupes socio-économiques. Elle n'est importante que chez les ménages Moyens, les Nantis ne vendent pratiquement pas, l'essentiel de leur production est destinée à la consommation du ménage et aux dons faits aux ménages qui n'en disposent pas de petite quantité.

Les ménages Pauvres continuent à chercher du travail local au même titre que les ménages Très Pauvres, ce qui indique que la recherche de main d'œuvre rémunérée par les ménages Pauvres et Très Pauvres est importante. Ils sont le plus souvent employés comme travailleurs agricoles pour la préparation du sol, le semis, le sarclage et la récolte. La demande de travail rémunéré par les plus aisés est généralement inférieure à l'offre en année de référence. Le revenu tiré du salariat agricole est de l'ordre de 2% chez les Très Pauvres et atteint 6% chez les Pauvres en raison de leur plus grande force active, car les Très Pauvres ont plus de jeunes enfants. Le taux de rémunération journalière varie de 500 à 1000 UM selon les saisons.

Le petit commerce est une activité davantage pratiquée par les ménages Nantis qui tirent environ 90 000 UM. Il s'agit essentiellement de la vente au détail de petits articles variés (condiments, articles non alimentaire, etc.). Les moyens et les Pauvres n'arrivent à trouver que moins de 20 000 UM durant toute l'année.

Chaque année, un membre des ménages Très Pauvres et Pauvres quitte le village à la fin des récoltes pour aller chercher du travail principalement à Nouakchott. La durée du séjour ne dépasse guère 4 à 5 mois et le concours financier apporté aux membres du ménage est très aléatoire car dépendant des conditions de travail précaires dans la ville d'accueil. Il était de l'ordre de 10 000 chez les Très Pauvres pendant les 4 mois d'exode à 14 000 UM chez les Pauvres.

Les emprunts sont une pratique peu développée dans cette communauté. Les ménages Pauvres et les Moyens bénéficient de cette forme de solidarité sociale. Le montant emprunté ne dépasse guère 10 000 UM. Le remboursement se fait soit à la récolte soit sous forme de travail.



L'artisanat, notamment la teinture constitue une source de revenu non moins importante pour tous les ménages. Le revenu qui en est tiré atteint 80 000 UM chez les ménages Moyens et les Nantis soit respectivement 10% et 5%. Il est généré essentiellement de la teinture qui constitue une importance activité économique des femmes. La vente des sous-produits agricoles (fanés de niébé et chaume de riz) et la cueillette des sous-produits de la forêt (fruits sauvages) constituent une source de revenu non négligeable pour les ménages Très pauvres et Pauvres où ils peuvent atteindre 10 000 UM par année.

Schémas des dépenses des ménages

L'analyse des dépenses permet de mieux comprendre comment le revenu monétaire a été utilisé et fait ressortir les dépenses importantes pour les ménages durant l'année de référence. Schématiquement, les dépenses des ménages dans cette zone agricole de la vallée du fleuve Sénégal sont relativement peu nombreuses et se limitent principalement à l'achat de la nourriture de base et des autres denrées alimentaires essentielles à la satisfaction des besoins de vie. L'élément le plus frappant concerne la part très importante du revenu total utilisé dans les dépenses alimentaires chez tous les groupes socio-économiques. Chez les ménages très pauvres et pauvres c'est plus de 75% du revenu total qui est utilisé pour l'alimentation tandis que chez les Moyens et les Nantis le taux relevé avoisine les 70%. Ceci montre que la recherche de la nourriture constitue une préoccupation majeure chez toutes les communautés vivantes dans cette zone. Cette part très élevée du revenu consacré à la nourriture limite fortement les ménages dans leur aptitude à investir dans l'éducation de leurs enfants, la santé de leurs membres et à faire des investissements rentables dans d'autres domaines pouvant leur permettre de sortir du cycle vicieux de la pauvreté.

Le revenu injecté dans l'achat de la nourriture de base est de l'ordre de 40 % du revenu total des ménages Très Pauvres et Pauvres contre 30% chez les Moyens et les Nantis. A ces produits, il faut ajouter l'utilisation d'une part non moins importante du revenu dans l'achat d'autres produits alimentaires tels que l'huile, le sucre et le pain. Cette part représente environ plus du quart du revenu total et ce quel que soit le groupe socio-économique.

Les aliments de base achetés sont essentiellement les céréales de base (riz, sorgho et maïs) principaux fournisseurs d'énergie. Le riz reste la céréale la plus achetée en raison de son importance dans le régime alimentaire de cette communauté. Il représente environ 90% du montant dépensé pour toutes les céréales chez les Très Pauvres et Pauvres et 70% chez les moyens et les Nantis. Les achats se font en détail par Moud (capacité de 4 kg) par les ménages Très Pauvres et Pauvres tandis que les Moyens et les Nantis achètent par sac de 50 kg. Certains parmi eux profitent des bas prix à la récolte pour acheter le riz paddy pour leur propre consommation.

Après le riz, le sorgho vient en seconde place. Il est davantage acheté par les Nantis et les Moyens (20% du montant des achats) que par les Très Pauvres et Pauvres (10%). Ceci est dû au fait que le couscous de sorgho est très prisé pour les repas du soir, luxe que ne peut se donner très souvent les ménages pauvres. Ces achats se font en détail par Moud ou par Hamdate (1/2 moud ou 2 kg) par tous les groupes de ménages. Le maïs fut une céréale achetée principalement par les Nantis.

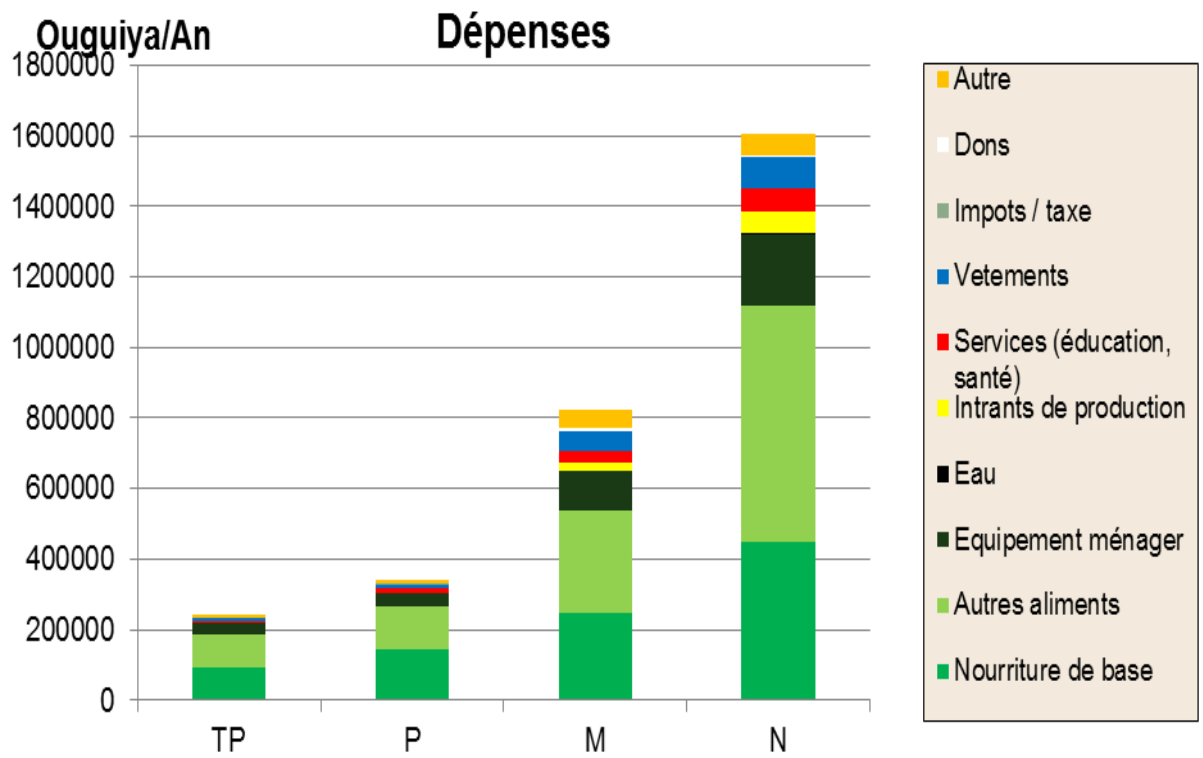


Figure 7 : Le graphique ci-dessus montre les valeurs affectées aux différents postes de dépenses en année de référence et pour les ménages des différentes catégories socio-économiques des ménages de la vallée du fleuve dans la wilaya du Gorgol.

A ces produits, il faut ajouter l'utilisation d'une part importante du revenu dans l'achat d'autres produits alimentaires tels que l'huile, le sucre, le pain, le lait, le poisson et la viande. Le montant affecté pour ces denrées alimentaires est de l'ordre de 100 000 UM chez les Très pauvres et 150 000 UM chez les Pauvres, contre 370 000 UM chez les Moyens et plus de 800 000 UM chez les Nantis. Ceci représente approximativement 40% du revenu total chez l'ensemble des groupes socio-économiques.

Le sucre, utilisé pour le traditionnel thé, reste sans contexte la denrée la plus importante en termes de dépenses alimentaires avec un montant de l'ordre de 25 000 à 30 000 UM chez les ménages Très Pauvres et Pauvres, autour de 75 000 UM pour les Moyens et 130 000 UM chez les Nantis. Les achats du sucre sont presque obligatoires chez tous les ménages, ceux qui n'en n'ont pas les ressources font généralement appel à l'emprunt chez le boutiquier du village. Aucun ménage quelque que soit son niveau de pauvreté ne peut se passer du thé dans cet environnement.

Les dépenses de pain, même si elles sont faibles chez les Très Pauvres (15 000 UM) et dans une moindre mesure chez les Pauvres (30 000 UM) restent élevées chez les moyens (80 000 UM) et les nantis (plus de 150 000 UM). Cela représente environ 6 à 10% des dépenses totales des ménages dans les différents groupes socio-économiques. Ces dépenses sont suivies par celle d'achat de poisson, essentiellement sous forme séchée chez les ménages Très pauvres et pauvres et sous la forme fraîche par les ménages plus aisés. Les dépenses annuelles approchent les 15 000 à 20000 UM chez les ménages pauvres et de 60 000 à 80 000 UM chez les ménages aisés. Le poisson est utilisé quotidiennement pour agrémenter les sauces qui accompagnent le repas de midi.

Après le paiement de la nourriture, le poste biens et équipement ménager, mobilise environ 12% des dépenses totales chez tous les groupes socio-économiques. Ce poste regroupe toutes les autres dépenses non alimentaires essentielles (stimulants dont le thé, les ustensiles ménages, pétrole, piles, bois de chauffe et/ou charbon etc.).

Les achats de thé constituent à eux seuls plus de 60% des dépenses de cette rubrique et ce quel que soit le statut socio-économique du ménage. Les dépenses en thé représentent environ 6% des dépenses totales du ménage et ce quel que soit le statut socio-économique ce qui démontre clairement le fort besoin de ce produit par cette population. Les dépenses allouées au savon et à l'éclairage (pétrole, lampes fluorescentes et piles) varient d'environ 10 000 UM chez les Très Pauvres et Pauvres à 30 000 UM chez les Moyens et plus de 60 000 UM chez les Nantis. Les dépenses pour le meulage sont insignifiantes même chez les Nantis et les Moyens du fait que le riz usiné reste la céréale la plus consommée et ne demande pas un traitement spécial. L'achat de bois et/ou de charbon est une dépense assez élevée chez les Nantis (environ 45000 UM) et les Moyens (10 000 UM). Les ménages pauvres et très pauvres qui collectent très souvent le bois et le charbon pour le vendre aux ménages aisés utilisent une partie de leur collecte pour satisfaire leur besoin.

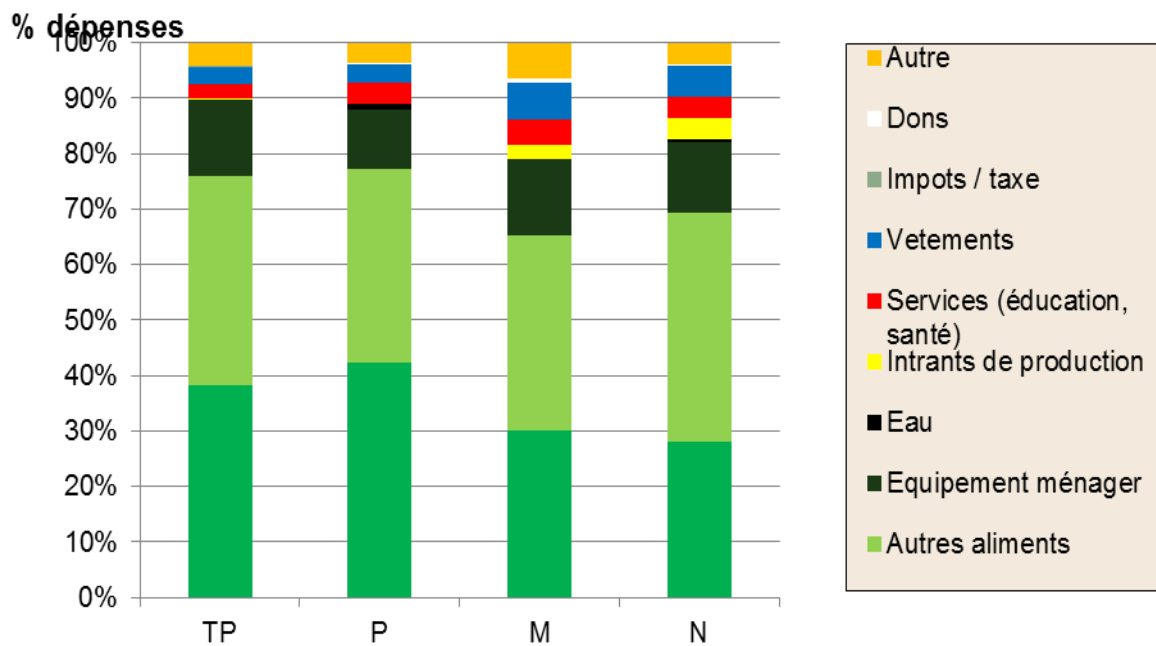


Figure 8 : Le graphique ci-dessus montre les proportions relatives des différents postes de dépenses en année de référence et pour les ménages des différentes catégories socio-économiques des ménages de la vallée du fleuve de la Wilaya du Gorgol

L'investissement dans les intrants de bétail est nul chez les ménages pauvres. Ils ne dépassent guère 10 000 UM chez les Moyens et 30 000 UM chez les Nantis ; ces deux groupes sont ceux qui possèdent les animaux. Ces frais correspondent très souvent aux frais de vaccination et ou d'achats d'aliments de complément.

Il est très surprenant de constater que les investissements à la fois dans la production agricole que dans la production animale est quasi inexistant chez tous les groupes socio-économiques de cette zone. Il atteint guère 30 000 UM chez les Nantis. Ce manque d'investissement dans les activités agricoles et animales illustre parfaitement le peu d'intérêt accordé à ces activités qui constituent pourtant les véritables moyens d'existence productifs de cette communauté. On peut alors se demander comment stimuler la croissance et donc réduire la pauvreté dans ce genre de situation. Une réflexion d'ensemble est nécessaire pour éviter cette dérive.

Les impôts dans cette zone concernent essentiellement la taxe d'habitation qui est établie à 500 UM par an pour les habitations en matériaux définitifs. L'accès à l'eau pour les animaux est gratuite et se fait à travers les points d'eau (puits, mares) et le fleuve et ce quelle que soit la période de l'année.

Les dépenses pour l'habillement sont faibles avec moins de 10 000 UM par an chez les ménages pauvres. Elles apparaissent assez importantes chez les ménages aisés (55 000 pour les Moyens et 90 000 UM pour les Nantis). Les dépenses pour l'éducation sont relativement plus importantes chez les ménages Nantis et Moyens (environ 25 000 UM) que chez les ménages Très Pauvres et Pauvres (5000-10 000 UM) en raison d'un nombre plus élevé d'enfants inscrits à l'école chez les premiers. Il en est de même pour les dépenses de santé qui sont quasiment nulles chez les Pauvres et très Pauvres avec moins de 3 000 UM par année. Elles varient de 12 000 à plus de 30 000 UM chez les autres ménages. Les dépenses pour l'habillement restent aussi peu importantes chez les ménages pauvres avec une dépense annuelle n'excédant pas 1300 UM par personne et par année. Elles deviennent plus importantes chez les Moyens et les Nantis avec une dépense per capita de l'ordre de 4500 à 5000 UM. Cette différence montre à quel point les ménages aisés portent plus attention sur le vestimentaire que les ménages pauvres plus préoccupés par la recherche de la nourriture de base.

Les emprunts, observés chez les trois premiers groupes de ménages ne sont pas assez importants. Il s'agit plus de petits crédits ne dépassant rarement 10 000 UM chez les moyens qui sont les plus solvables.

Le transport et la communication est une dépense assez modeste chez tous les groupes socio-économiques. Ces dépenses ne dépassent au plus 2-3% des dépenses totales chez les groupes des pauvres et 4 à 5% chez les aisés. Il s'agit essentiellement des dépenses pour le transport vers les grands centres en voiture ou par charrette. La téléphonie mobile constitue une source de dépenses non négligeables chez les Nantis qui communiquent très souvent avec les membres assez du village.

| Les principaux risques auxquels font face les ménages de la zone sont résumés dans ce tableau : | |
|---|--|
| Cultures | <ul style="list-style-type: none"> - Sécheresse avec une installation tardive des pluies ou insuffisance de pluies au moment des semis et une mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace ; - Les dégâts des animaux, des oiseaux ravageurs, les criquets et sautériaux - la sésamie qui cause beaucoup de dégâts sur le sorgho - La faiblesse des crues sur le Walo - Le lessivage des sols <p>Le manque des intrants agricoles</p> |
| Elevage | <ul style="list-style-type: none"> - Sécheresse avec des impacts sur la durée et qualité du pâturage occasionnant souvent la mortalité des animaux - les épizooties avec une réduction du cheptel - la baisse des prix des animaux <p>le manque d'intrants zootechniques l</p> |
| Achats sur les marchés | <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du prix des produits alimentaires notamment des céréales <p>Eloignement des gros centres d'approvisionnement</p> |

Quand elles font face à des risques, les ménages essaient d'intensifier leurs activités traditionnelles afin de générer plus de cash. Les plus pauvres choisissent d'aller chercher des opportunités d'emploi à travers la migration, ou bien partir pour de plus longues durées, ou alors faire partir un grand plus nombre de personnes au sein du ménag. Si possible, les pauvres chercheraient à augmenter le volume de main d'œuvre locale qu'ils pratiquent habituellement. Ils intensifieront aussi les activités d'auto-emplois telles que la vente de bois de chauffe, les travaux journaliers. Les Nantis réagissent, souvent, face aux chocs, d'abord par la réduction des montants dépensés dans le transport, achat d'habits, de téléphones portables. Afin de générer des fonds, les ménages riches augmenteront le nombre de têtes de bêtes à vendre, elles vendent d'autres biens, diminuent les dons faits aux plus pauvres, et demandent aux membres de la famille vivant à l'étranger d'envoyer un peu plus d'argent.

Résumé des principaux résultats

L'étude d'analyse de l'économie des ménages entreprise dans la zone de la vallée du fleuve Sénégal en Mauritanie au mois de février 2013 fait ressortir les constats ci-après :

- L'écrasante majorité (plus de deux tiers) de la population est constituée de ménages Très Pauvres à Pauvres. Ces ménages se caractérisent pour l'essentiel par une taille de famille assez modeste (6 personnes), disposant de très faibles capacités de production agricole (1 à 1,5 ha exploité le plus souvent sous pluies) et un troupeau de taille très réduite constitué de moins de 10 petits ruminants et 1 bovin pour les plus chanceux. Les Nantis et les Moyens, en nombre plus réduit, disposent eux plus de terres de culture notamment en culture de Walo et d'un troupeau de plus grande taille dominé par des gros ruminants ;
- Dans cet espace, même en situation normale, les ménages Très Pauvres et Pauvres peinent à couvrir leurs besoins énergétiques minimums du fait d'une part de la faiblesse de leur production mais aussi de leur faible pouvoir d'achat ne leur permettant pas d'avoir un accès facile au marché. Au-delà de ce déficit énergétique, il faut noter que leur ration alimentaire est pauvre en produits d'origine animale (lait et viande). Ces sous-produits sont consommés plus souvent pendant la saison des pluies, période de grande disponibilité. Les Nantis et les Moyens, par contre, parviennent eux à couvrir au-delà de leurs besoins énergétiques et consomment une alimentation beaucoup plus riche en lait et viande.
- Le marché constitue sans aucun doute la principale source d'approvisionnement alimentaire de tous les ménages vivants dans cette communauté. En effet, environ 60% des aliments consommés proviennent des achats réalisés sur le marché chez toutes les classes socio-économiques en raison principalement de la faiblesse de la propre production agricole des ménages dans cette zone dite agricole (moins de 1/3 des besoins chez tous les ménages) mais aussi et surtout par la nature des aliments de base consommés, le riz, le sucre et l'huile, tous des produits importés. Cette forte dépendance vis-à-vis du marché pour ces aliments de base expose tous les ménages mais particulièrement les ménages Très Pauvres et Pauvres aux effets de la flambée des prix des cours mondiaux des produits alimentaires donc à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Toute hausse de prix ne pourra que contribuer à creuser leur déficit énergétique. Les ménages plus nantis, même s'ils sont soumis à cette variation de prix disposent plus de capacités de résilience;
- Dans cette zone, le travail comme nourriture est une source non négligeable de nourriture pour les ménages Très Pauvres et Pauvres avec une contribution de l'ordre de 7 à 9%. Cette dépendance vis-à-vis de cette source de nourriture n'est pas sans conséquence sur la capacité productive de ces ménages qui se trouvent obligés de retarder leurs travaux pour aller travailler pour les Nantis, ce qui du coup porte un lourd préjudice dans leurs rendements.
- La grande majorité à savoir les Très Pauvres et les Pauvres disposent d'un très faible pouvoir d'achat avec un revenu monétaire moyen de moins de 0,5 \$ US par jour ce qui rend difficile la différenciation de ces deux groupes pour des programmes d'assistance ou de lutte contre la pauvreté. L'essentiel du revenu de ces deux catégories proviennent des sources très aléatoires et diversifiées les rendant du coup très sensibles à toute variation dans les prix de rémunération des petits travaux qu'ils exercent au jour le jour. La très forte dépendance des Nantis et des Moyens aux envois extérieurs pourrait constituer un important risque lorsque les conditions des pays d'accueil des immigrants venaient à changer. Avec la crise économique actuelle qui traverse les pays d'accueil il est à craindre une réduction drastique de l'importance des envois d'où la nécessité d'engager une réflexion de fond pour repenser la base de l'économie de ces ménages en les amenant à s'investir pour disposer de capacités plus soutenables de génération de revenu par plus d'investissement dans les productions agropastorales notamment dans l'élevage ;
- Il est important de noter dans cette zone, un très faible niveau d'investissements productifs chez tous les groupes socio-économiques puisque l'essentiel de leur revenu est utilisé pour l'achat de la nourriture et autres besoins de première nécessité. Ce faible niveau d'investissement dans les deux domaines prioritaires de survie que sont l'agriculture et l'élevage rend énigmatique les chances d'une amélioration durable des conditions de vie de cette communauté.

En conclusion, il est impératif de soutenir les ménages Très Pauvres et Pauvres de la vallée du fleuve Sénégal dans leurs activités de productions agropastorales en les aidant à moins dépendre de la vente de leur force de travail afin qu'ils s'investissent dans ces activités qui restent et demeurent de vraies opportunités de survie et de progrès. Leurs capacités de résilience dépendra des moyens qui seront mis pour augmenter à la fois leurs productions sur les champs de Diéri s'ils arrivent à protéger davantage leurs cultures contre les dégâts des animaux par la mise en place des clôtures grillagées. La poursuite de l'aménagement des terres le long du fleuve pourrait leur permettre d'avoir accès à des terres plus aptes à la production notamment pour la riziculture.

La poursuite de l'aménagement des terres constitue sans aucun doute l'ultime solution pour la relance de l'activité agricole dans cette zone mais tout en prenant les dispositions idoines pour lever toutes les contraintes qui entourent cette activité. En effet aussi longtemps que l'écrasante majorité des producteurs n'arriveront pas à rentabiliser cette activité ils finiront par l'abandonner et migrer vers les grandes villes à la recherche d'autres alternatives plus porteuses. Il faudrait aussi réfléchir pour trouver une solution aux dégâts occasionnés par la sésamie sur les terres de Walo si l'on veut véritablement améliorer la production sur ces terres, jadis nourricières des populations de cette zone. A défaut, il faudrait encourager la production du maïs et de niébé en substitution à celle du sorgho. Pour cela, des semences de bonnes qualités pourraient être mise à la disposition des ménages. Il est aussi impératif de mener forte sensibilisation en direction des ménages Nantis et moyens qui disposent plus de capacités d'investissement à s'intéresser plus aux activités de productions agropastorales afin d'améliorer la disponibilité alimentaire dans cette zone ce qui par ricochet permettra aux pauvres de trouver plus de travail dans cette zone.

La promotion de l'embouche notamment bovine permettra de renforcer les capacités de génération de revenu, même si le nombre de têtes de bovin est très faible chez les ménages Très Pauvres et Pauvres, de cette communauté au regard de l'importance du marché de cette zone frontalière du Sénégal et du Mali. Il faut aussi envisager des mécanismes de valorisation des produits laitiers notamment le lait dont la disponibilité est assez importante en hivernage. A cet effet, la mise en place d'un système de collecte de cet excédent laitier doit être envisagée avec la création de petites d'unités artisanales de conservation. Enfin, il est indispensable de réfléchir pour la mise en place en faveur des ménages très pauvres un système de protection sociale sur une longue période afin qu'ils puissent se libérer de certaines activités contraignantes comme le salariat agricole et donc s'investir davantage dans la production et donc améliorer leur productivité.



Réalisé grâce au financement de OXFAM internom avec l'appui de Bureau de la Délégation de la Commission de l'Union Européenne en Mauritanie et de AECID.

Rédigé par Bakari Seidou, Consultant indépendant en sécurité alimentaire basé au Niger avec le soutien de Moctar Kango et de l'ensemble des cadres Mauritaniens qui ont participé à la collecte des données de ce profil.

Pour tout renseignement complémentaire sur ce profil, contacter OXFAM internom au Bureau de Nouakchott ou à Dr Bakari Seidou, BP 400 Niamey.

E-Mail : bakaris@hotmail.com

Téléphone : (+227) 96 98 17 70

Annexe I:

Equipe de collecte de données

Plusieurs personnes ont contribué à la réalisation de cette étude. Il s'agit de:

Equipe de coordination

- Dr Bakari Seidou, Consultant indépendant en sécurité Alimentaire, BP 400 Niamey, Niger
- Mme Diop Zeinabou Coulibaly, Responsable Programme Moyens d'Existences d'Intermon Oxfam Bureau de Mauritanie
- Moctar Kango, Consultant indépendant au Niger, responsable de la base de données

Enquêteurs

| N° d'ordre | Non et prénom | Institution | Contact |
|------------|-------------------------------|-----------------------|---------------|
| 1 | Demba Touré | ACF- E | 46545618 |
| 2 | Ahmed Baro | ACORD | 36355131 |
| 3 | Mamadou Sarr | CSSA | 46408806 |
| 4 | Seyid Ould Mohamed Vadel | OXFAM | 22394039 |
| 5 | Boubou Saydou Cissoko | OXFAM | 22364036 |
| 6 | Kane Youssouf El Hadj Oumar | OXFAM | 48744646 |
| 7 | Kango Moctar | Consultant/NIGER | 0022796291396 |
| 8 | Bakari Saydou | Consultant/Niger | 0022796981770 |
| 9 | Demba Diop | ANED/PAISA-BG | 46841832 |
| 10 | Saleck Sabou Sabougnouma | MAED | 46 60 68 20 |
| 11 | Abdoulaye Abdourahim DIA | ANED/PAISA-BG | |
| 12 | Dr Racine Wane | Expert HEA | 22392120 |
| 13 | Kane Abdel Aziz | Enquêteur indépendant | 46594049 |
| 14 | Pape Samba Sall | OXFAM | 46769928 |
| 15 | Mamadou Amadou Sall | ANED/PAISA-BG | 22458112 |
| 16 | Abdoul Wane | M2000 | 41017711 |
| 17 | El Hadjd Ba | AMAD | 22 03 92 30 |
| 18 | Sy Moussa | AMAD | 22 39 48 42 |
| 19 | Sow Oumar Saidou | AMAD | 46 58 58 25 |
| 20 | Dia Ousmane Amadou Dia | OXFAM | 46428440 |
| 21 | Zeinabou coulibaly | RP OXFAM | 46408109 |
| 22 | Alassane Mamadou DIALLO | ACORD | 46 46 56 40 |
| 23 | Cheikh Tijane Diapakha Tandia | CSA | |

Avec le soutien techniques des ONG présentes sur le terrain (ACORD, AMAD, ANED, ACF)

Annexe 2

Liste des villages d'enquête

A. Wilaya de Gorgol

- Village de Kagnadé
- Village de Néré Walo
- Village de Rindio
- Village de Guiraye

B. Wilaya du Brakna

- Village de Sori Malé
- Village de Dioudé djéri
- Village de Seno boussou
- Village de Ganki

[2] 1000 UM équivaut à 3,0 Euros ou 4,4 \$US